

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Affaire-Mario-Alfredo-Sandoval-le-Ministere-public-favorable-a-l-extradition-sur-le-cas-Abriata>

# **Affaire Mario Alfredo Sandoval, le Ministère public favorable à l'extradition sur le cas Abriata**

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -  
Date de mise en ligne : mercredi 9 avril 2014

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Lors de l'audience examinant l'extradition du Franco-Argentin Mario Alfredo Sandoval, réclamé par l'Argentine pour des faits de torture, enlèvements ou crimes commis pendant la dictature, le ministère public s'est dit favorable à l'extradition pour les faits concernant Hernan Abriata. La chambre d'instruction rendra son avis le 28 Mai prochain.**

L'extradition de Mario Alfredo Sandoval, à la demande de la justice argentine, a été examinée aujourd'hui, mercredi 9 avril 2014 par la Chambre d'instruction de la Cour d'Appel de Paris. Durant l'audience l'avocat général Jean-Charles Lecompte s'est dit favorable à l'extradition de cet ancien policier pour l'enlèvement d'Hernan Abriata le 30 octobre 1976, évoquant des « témoignages précis ». Cet étudiant dont ne devait plus jamais donné signe de vie. Le magistrat s'est en revanche opposé à une extradition pour les autres crimes reprochés par la justice argentine à Sandoval, 61 ans.

Les faits reprochés Mario Alfredo Sandoval déroulés entre octobre 1976 et septembre 1979 à l'École de mécanique de la marine (Esma). De ce centre de torture emblématique de la dictature ont disparu quelque 5.000 personnes. ( voir [Mario Sandoval : Des organisations de défense des droits humains demandent l'extradition par la France](#) )

Mutique aux précédentes audiences, Mario Alfredo Sandoval a cette fois pris la parole plaidant l'erreur sur la personne ce qui, compte tenu des pièces entre les mains de la justice française transmises par la justice argentine semble curieux (Voir [Affaire Mario Alfredo Sandoval : la justice française demande des précisions à l'Argentine](#) et [Mario Alfredo Sandoval audience sur le fond le 9 avril](#)). A la question « Que faisait-il en Argentine à l'époque des faits », posée par le président Jean Bartholin, il n'a pas répondu précisément.

Mario Alfredo Sandoval a, en revanche, soutenu qu' « Une chasse à l'homme est lancée dont j'ignore le vrai mobile », évoquant un complot : cet ancien consultant dans le domaine du renseignement, arrivé en France après la chute de la dictature , allègue des contacts avec les Farc colombiens, d'une participation à des discussions pour la libération d'Ingrid Betancourt, des liens avec le défunt président vénézuélien Hugo Chavez. Peut être voulait-il évoquer ainsi des services rendus à la France...?

Représentant l'Argentine, Me Sophie Thonon a balayé l'hypothèse de l'erreur sur la personne et l'argument de la non rétroactivité. « *Est-ce que la France va devenir, est en passe de devenir ou est devenue le refuge des grands criminels de masse de la deuxième moitié du XXème siècle ?* », a-t-elle demandé. La chambre de l'instruction de la Cour d'Appel de Paris rendra son avis le 28 mai. S'il était positif, il reviendrait au Premier ministre de prendre un décret d'extradition, susceptible de recours devant le conseil d'État.

Pour mémoire, en mars 2008 [El Correo](#) avait publié la traduction en français d'un article de Pagina 12 de la journaliste Nora Veiras, « [L'ex-répresseur argentin Mario « Churrasco » Sandoval continue de faire carrière en France](#) », concernant les activités passées de Monsieur Sandoval et abordant le cas de Hernan Abriata. A la suite de quoi, Monsieur Sandoval a intenté une action en diffamation contre El Correo ainsi que plusieurs médias ayant repris ces informations. Dans son offre de preuves au Tribunal plaidant pour sa bonne foi, El Correo avait apporté des éléments concernant le passé de Mr Sandoval . Le 16 février 2012, le tribunal d'Auxerre a débouté - pour prescription- Monsieur Mario Alfredo Sandoval de cette action en diffamation (Voir :« [Le franco-argentin Mario Alfredo Sandoval qui accusait plusieurs médias de diffamation débouté](#) »).

**Estelle Leroy-Debiasi** avec agences pour El Correo

\* **Estelle Leroy-Debiasi** est journaliste professionnelle, Diplômée en Economie, ex rédactrice en chef du quotidien économique La Tribune.

[El Correo](#). Paris, 9 avril 2014.

### **[Contrat Creative Commons]**

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une oeuvre en [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).